Un inventaire, combien d'usages ? Le cas du casier archéologique et artistique de Paris et du département de la Seine durant l'entre-deux-guerres

"One inventory for many purposes"

„Ein Inventar, wie viele Verwendungen ? Das 'Casier archéologique et artistique de Paris et du département de la Seine' in der Zwischenkriegszeit"

Laurence Bassières

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lha/721>

DOI : 10.4000/lha.721

ISSN : 1960-5994

Éditeur

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : 33-44

ISSN : 1627-4970

Référence électronique

Laurence Bassières, « Un inventaire, combien d'usages ? Le cas du casier archéologique et artistique de Paris et du département de la Seine durant l'entre-deux-guerres », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [En ligne], 33 | 2017, mis en ligne le 16 juin 2019, consulté le 15 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lha/721> ; DOI : 10.4000/lha.721

Par Laurence BASSIÈRES

UN INVENTAIRE, COMBIEN D'USAGES ? LE CAS DU CASIER ARCHÉOLOGIQUE ET ARTISTIQUE DE PARIS ET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE DURANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Deux inventaires bornent les politiques patrimoniales conduites par l'administration française au XX^e siècle : l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques, voté en 1913 et constitué à partir des années 1920, et l'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France créé par décret en 1964. Le premier était destiné, du moins au départ, à constituer une réserve d'édifices pour un classement éventuel ; le second avait été lancé pour le recensement et l'étude du patrimoine français, pris au sens large. Si ces inventaires résultaient tous deux d'une volonté nationale, leurs ambitions ne se recoupaient donc pas, confirmant une séparation introduite en France, dès le milieu du XIX^e siècle, entre protection et étude¹.

Un troisième inventaire patrimonial constitué au XX^e siècle, resté longtemps méconnu, avait à l'inverse été pensé, dès sa création, pour des ambitions multiples. Ce n'était là que l'une de ses nombreuses particularités : le Casier archéologique et artistique, constitué entre 1916 et 1928 pour Paris et le département de la Seine, avait été conçu par l'architecte-voyer Louis Bonnier (1856-1946) selon un principe d'urbanisme patrimonial alors inconnu en France et intégrait des éléments encore largement ignorés par la Commission des monuments historiques : édifices récents, ensembles urbains. Entreprise sans attache administrative claire, mais constituée avec l'aide de plusieurs institutions, le Casier avait de surcroît été pensé pour répondre à différents usages, *a priori* peu conciliables. Il s'agissait à travers sa constitution non seulement de donner une dimension patrimoniale au futur Grand Paris, mais aussi d'offrir une base documentaire à l'Inventaire supplémentaire en voie de constitution, et enfin de servir à la publication d'un « beau livre » de photographies tel que la Ville en publiait à l'époque, sans compter d'autres usages plus ponctuels.

L'invention d'un nouvel outil patrimonial

La constitution du Casier archéologique et artistique de Paris et du département de la Seine résulta à la fois d'une entreprise commune, mobilisant en tout premier lieu la Commission du Vieux Paris, mais aussi la Bibliothèque historique de Paris et son conservateur en chef Marcel Poëte (1866-1950), des architectes et

1. Jean-Michel Leniaud, *L'Utopie française, essai sur le patrimoine*, Marc Fumaroli (préf.), Paris, Mengès, 1992, 180 p.

géomètres des services d'architecture et de voirie du département, des photographes... et de l'engagement personnel du seul Louis Bonnier, à qui l'on doit non seulement le principe fondateur et inédit du Casier, mais également sa conduite durant les douze années de sa constitution. Son intérêt pour les expérimentations étrangères, à l'heure où l'urbanisme français portait des « œillères² », comme sa profonde connaissance de l'administration et de la législation françaises sur les questions urbaines lui offraient une place de choix pour imaginer des solutions innovantes. Mais c'est une demande de la Commission du Vieux Paris qui lui permit de concrétiser ses projets en matière d'aménagement urbain.

La Commission du Vieux Paris avait été créée en 1898 à l'initiative du conseiller municipal Alfred Lamouroux (1840-1900), afin de « de rechercher les vestiges du vieux Paris, de constater leur état actuel, de veiller, dans la mesure du possible, à leur conservation, de suivre, au jour le jour, les fouilles qui pourront être entreprises et les transformations jugées indispensables, et d'en conserver des preuves authentiques³ ». Présidée de droit par le préfet du département de la Seine, alors Justin de Selves (1848-1934), la Commission du Vieux Paris était composée à la fois d'élus, de chefs de service de l'administration et d'« experts », architectes, historiens. Comité consultatif, elle ne disposait pour se faire entendre que de sa force de persuasion et des « vœux » émis en séance, publiés ensuite au *Bulletin municipal officiel*. La révision des plans d'alignement de Paris en 1910 incita la Commission à demander que lui fût transmise la liste des voies concernées. Louis Bonnier, qui n'était pas encore membre de la Commission du Vieux Paris – il le devint quelques mois plus tard – fut chargé de répondre à cette demande en tant qu'architecte-voyer en chef de la Ville de Paris. Il proposa une alternative qui revenait à inverser complètement la perspective habituelle : il suggérait que la Commission établisse en amont un inventaire des monuments qu'elle souhaitait voir conservés, dont il serait tenu compte lors de l'établissement des nouveaux plans d'alignement. Le projet fit long feu : en deux ans, seuls sept arrondissements furent inventoriés par les membres, selon des critères et des méthodes que Louis Bonnier estima insatisfaisants.

En intégrant une dimension patrimoniale au projet urbain, Louis Bonnier instaurait cependant une démarche inédite : les politiques patrimoniales et urbaines françaises, pourtant en pleine évolution, continuaient à être pensées séparément. Deux lois fondamentales se trouvaient alors en préparation : la loi sur les monuments historiques, votée le 31 décembre 1913⁴, qui constitue encore aujourd'hui le socle de la législation française sur le patrimoine, et la première loi sur l'urbanisme en France, loi sur les plans d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes, dite loi Cornudet, votée après l'armistice⁵ mais dont le contenu était déjà en discussion au début des années 1910.

2. Marcel Smets, Charles Buls, *Les Principes de l'art urbain*, Liège, Mardaga, 1995, p. 153.

3. « Arrêté préfectoral instituant la Commission du vieux Paris et désignant les membres de ladite Commission », *BMOVP* du 19 décembre 1897, p. 3729.

4. « Loi sur les monuments historiques », 31 décembre 1913, *Journal officiel* du 4 janvier 1914, p. 129-132.

5. « Loi concernant les plans d'extension et d'aménagement des villes », *Journal officiel* du 15 mars 1919, p. 2726-2727.

C'est dans la perspective du vote de cette loi que fut créée en 1911 une « Commission d'Extension de Paris ». Chargée d'étudier « les questions que soulève l'extension de Paris⁶ », elle offrit à Louis Bonnier l'occasion de publier en 1913, en tandem avec Marcel Poëte, alors conservateur en chef de la Bibliothèque historique de Paris, un rapport en deux volumes, *Aperçu historique* et *Considérations techniques préliminaires*⁷, qui constitua la base théorique et documentaire de référence sur la question de l'extension de Paris. Ce rapport n'abordait qu'à la marge les questions d'esthétique et de préservation de la ville existante, les réflexions étant largement tournées vers les problématiques d'hygiène et de circulation. Mais ce fut peut-être la conjonction chez Louis Bonnier de l'échec relatif de l'inventaire lancé à la Commission du Vieux Paris et des perspectives ouvertes par la volonté de créer un Grand Paris qui l'engagea à proposer de relancer un inventaire, cette fois-ci clairement lié au Grand Paris à venir.

Il proposa ainsi en 1916, avec l'appui du préfet de la Seine et président de la Commission du Vieux Paris Marcel Delanney (1863-1944) et la collaboration de Marcel Poëte, nommé entre temps secrétaire de cette même Commission, la création d'un inventaire⁸, en y intégrant une modification de taille : sa constitution serait confiée aux services d'architecture de la ville, la Commission du Vieux Paris ne jouant plus qu'un rôle d'expert, chargée de donner son avis sur les dossiers proposés. Cet inventaire fut constitué en douze ans, entre 1916 et 1928. Résultat de quatre cent vingt visites, il donna lieu à la création de presque deux mille dossiers, un par parcelle à Paris, un par commune en banlieue, contenant plus de six mille clichés photographiques (ill. 1).

Un instrument pour le Grand Paris ?

L'objectif premier du Casier archéologique, son utilisation dans les plans d'extension, n'aboutit que de manière toute relative. Malgré la loi sur les plans d'extension votée en 1919, le lancement la même année d'un concours pour l'extension de Paris et la mise en place d'une direction de l'Extension à la préfecture de la Seine l'année suivante, aucun plan d'extension ne fut produit pour Paris durant l'entre-deux-guerres et la partie parisienne du Casier archéologique, la plus importante, resta inemployée. En revanche, les plans d'extension des communes suburbaines commencèrent à être produits à la fin des années 1920 et dans ce cadre, le mécanisme imaginé par Louis Bonnier fut, au moins partiellement, exécuté.

Si chaque commune concernée par la loi de 1919 était censée produire un plan d'extension, la direction de l'Extension proposa aux soixante-dix-neuf communes

6. « Arrêté préfectoral instituant une Commission chargée d'étudier les questions que soulève l'extension de Paris », *BMOVP* du 1^{er} juillet 1911.

7. *Commission d'extension de Paris. Préfecture du Département de la Seine*, Paris, imprimerie Chaix, 1913, 2 t.

8. « Examen d'un plan de travail pour la poursuite de l'œuvre de la Commission », *Procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris (PV CVP)*, séance du 8 avril 1916, p. 3.

10

DIRECTION ADMINISTRATIVE
DES
SERVICES D'ARCHITECTURE
ET DES
PROMENADES ET PLANTATIONS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

1

INSPECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES TECHNIQUES
D'ARCHITECTURE & D'ESTHÉTIQUE

VILLE DE PARIS

Inventaire Archéologique et Artistique

S^e ARRONDISSEMENT

19^e QUARTIER du Val de Grace

Rue Broca 41

SERVICE TECHNIQUE
DU PLAN DE PARIS

PREMIERE LECTURE
2-8 FEV 1913

DEUXIEME LECTURE
3

CATÉGORIE

Imb. Maunet-Picard (Jeune 20 5/11 - 1900 8-16)

N ^o D'ORDRE	BORDEREAU DES PIÈCES	OBSERVATIONS
1	Plan	
2	Origines de propriété	
3	Anciennes dénominations.	
4	Alignements.	
5	Photographies.	
6	Références à des publications.	
7	Plans, coupes, élévations, etc.	
8	Notes de l'Inspecteur général.	
9	Indications fournies par la Commission du Vieux Paris et par ses membres.	
10	Modifications successives apportées à la propriété.	

Ill. 1 : Exemple de bordereau d'un dossier du Casier archéologique et artistique, ici le dossier numéroté 5^e-10, pour un immeuble situé au n° 41, rue Broca, 5^e arr., Paris. Archives de la Commission du Vieux Paris, Département Histoire de l'architecture et Archéologie de Paris (DHAAP).

suburbaines du département de la Seine de prendre en charge elle-même la confection de leurs plans : il s'agissait de donner une cohérence au Grand Paris à venir, autant que d'aider des communes démunies face à ces nouvelles demandes. Une grosse majorité d'entre elles accepta et les dossiers du Casier archéologique, pour sa partie banlieue, furent dans cette perspective, envoyés au Bureau d'études de la Direction de l'extension ; les maires des communes reçurent par ailleurs le « signalement » des sites et immeubles dont la conservation serait à envisager dans le cadre de la constitution des plans d'extension⁹.

Si l'on peut raisonnablement estimer que les données du Casier furent prises en considération pour la constitution des plans d'extension, ne serait-ce qu'en raison de la proximité entre le chef du Bureau d'études, le géomètre Auguste François (1873- ?), et Louis Bonnier¹⁰, aucune documentation écrite qui viendrait le confirmer n'a été retrouvée. En revanche, les rapports de Louis Bonnier, au nom de la « Commission Supérieure d'aménagement et d'extension des villes », instance chargée d'émettre un avis sur les plans d'extension produits par les communes, ne mentionnent que rarement la nécessité d'intégrer dans les plans la protection d'un édifice ou d'un site, pourtant repéré pour le Casier archéologique : les servitudes d'ordre archéologique avaient été prévues par la loi mais ne disposaient d'aucune base juridique et il fut estimé plus prudent de s'abstenir¹¹.

Louis Bonnier chercha par ailleurs à faire connaître le principe du Casier à tous les acteurs et protagonistes de la ville, au-delà des services directement concernés, à travers des conférences mais aussi dans le cadre de ses cours d'Art urbain à l'Institut d'urbanisme. Peu de traces de la réception de cet inventaire dans le milieu professionnel nous sont parvenues, mais un architecte-urbaniste au moins en montra une pleine compréhension. Robert Auzelle (1913-1983) utilisa en 1938 les dossiers du Casier archéologique pour une étude du quartier du Marais : à partir d'un plan mentionnant à la fois les immeubles classés et inscrits au titre des Monuments historiques et ceux figurant au Casier archéologique, il élaborait un plan de curetage du quartier, qui fut exposé au VI^e Salon des Urbanistes – *La Construction moderne* en fit une critique élogieuse¹² – et publié par l'urbaniste Gaston Bardet dans son ouvrage paru en 1945, *Pierre sur pierre, construction d'un nouvel urbanisme*¹³ (ill. 2).

9. Louis Bonnier, « Je signale, à toutes fins utiles et notamment en vue de l'établissement du plan communal d'extension et d'aménagement prévus par les lois du 14 mars 1919 et 10 juillet 1924 que les sites, immeubles (en tout ou en partie) et dont l'énumération suit ont été jugés comme devant être retenus au point de vue artistique, archéologique et pittoresque », « Notes envoyées à M. le Directeur de l'Extension de Paris relatives aux visites de la Commission du Vieux Paris aux communes de : Antony, Arcueil, Bourg-la-Reine, Cachan, Nogent-sur-Marne, Pantin, Champsigny », « Notes pour M. Le Directeur de l'Extension de Paris – 1927 », le 25 septembre 1927, carton « Séances plénières – banlieue », archives de la *Commission du Vieux Paris – DHAAP (CVP-DHAAP)*.

10. Louis Bonnier précise dans ses « Notes biographiques » que le rapport de la Commission d'Extension avait été rédigé avec l'aide d'Auguste François, Louis Bonnier, « Notes biographiques », avril 1919, Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle, 035 Ifa 301 / 4, p. 26.

11. Ces rapports se trouvent, avec les dossiers des plans d'extension des communes du département de la Seine, aux Archives nationales, cote Arch. nat. F² 4214 à 4225.

12. « Le VI^e Salon des Urbanistes au Grand Palais », *La Construction moderne*, 6-13 août 1939, n° 35 et n° 36, p. XXVI-XXVII.

13. Gaston Bardet, *Pierre sur pierre, construction du nouvel urbanisme*, Paris, éditions L.C.B., 1945, 291 p.

Ill. 2 : « Plan archéologique du Marais ». Par l'architecte et urbaniste Robert Auzelle (1913-1983) en 1938. Rouleau de plan, fonds Robert Auzelle, 242 IFA, *SLAF / Cité de l'Architecture et du Patrimoine / Centre d'Archives d'architecture du XX^e siècle*.

Deux villes – Bourges et Rouen – constituèrent par ailleurs dans les années 1920 un « Casier archéologique » et quelques autres – Bordeaux et Vincennes, Autun un peu plus tard – en envisagèrent la création. Mais le Casier inspira surtout la mise en place d'une entreprise d'une autre envergure : un Casier archéologique à l'échelle nationale, décidée par la Commission des monuments historiques en 1944. « Recensement méthodique des monuments de la France susceptibles d'être classés ou inscrits à l'Inventaire supplémentaire¹⁴ », l'entreprise ne fut pas achevée – douze mille dossiers furent constitués sur les cinquante mille prévus – mais elle permit la constitution dans les années 1960 d'une centaine de « plans archéologiques¹⁵ » et servit par ailleurs à l'élaboration de l'Inventaire général¹⁶. C'est donc après plus de quatre décennies que le principe premier du Casier archéologique fut intégré de manière institutionnelle dans les procédures d'élaboration des plans d'urbanisme. À l'inverse,

14. André Lapeyre, « René Planchenault (1897-1976) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1977, t. 135, p. 419.

15. Xavier Laurent, *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel*, Jean-Michel Leniaud (préf.), Paris, École nationale des chartes, Comité d'histoire du Ministère de la culture, 2003, p. 168.

16. Jean-Michel Leniaud, « Inventaire général et classement », *Chroniques patrimoniales*, Paris, Norma éditions, 2001, p. 333.

son utilisation pour la constitution de l'Inventaire supplémentaire se trouva rapidement mise en œuvre, avant même son achèvement.

*Une base documentaire pour la constitution de l'Inventaire supplémentaire
des monuments historiques*

La loi du 31 décembre 1913 prévoyait dans le quatrième paragraphe de son article 2 la constitution d'un Inventaire supplémentaire de « tous les édifices ou parties d'édifices publics ou privés qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent cependant un intérêt archéologique suffisant pour en rendre désirable la préservation¹⁷ ». Le déclenchement des hostilités retarda le lancement de cet inventaire, qui ne fut à nouveau envisagé qu'après l'armistice : le Service des monuments historiques, dont les effectifs se trouvaient trop réduits pour mener à bien, seul, une telle entreprise, rédigea en 1920 une « Instruction pour la constitution de l'Inventaire supplémentaire prévu par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques », envoyée à tous ceux susceptibles d'y contribuer¹⁸.

C'est dans ce cadre que la Commission du Vieux Paris fut sollicitée¹⁹. Plus de trois cent soixante-dix inscriptions à Paris et en banlieue furent ainsi décidées à partir des propositions de la Commission du Vieux Paris, sur la base des dossiers du Casier archéologique. Ces inscriptions ne furent pas publiées au *Journal officiel* – elles faisaient certes l'objet d'un arrêté ministériel mais étaient simplement diffusées auprès des personnes intéressées, dont le propriétaire ; nous en retrouvons cependant la trace dans les procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris, qui les publia en annexe des séances, entre avril 1925 et novembre 1928, puis en octobre 1933.

Les procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris montrent également le suivi attentif dont bénéficiaient les édifices inscrits. Le remplaçant de Marcel Poëte au secrétariat de la Commission du Vieux Paris, Élie Debidour (1887-1965), tenait régulièrement informés les membres des transformations et démolitions prévues sur des immeubles inscrits, ainsi que des « radiations » éventuelles. Ces radiations n'étaient pas rares : l'inscription d'un édifice obligeait simplement le propriétaire à avertir la préfecture des travaux envisagés, quinze jours à l'avance. L'Administration pouvait alors choisir de classer, d'office ou avec l'accord du propriétaire, ou de radier si le propriétaire refusait tout arrangement.

17. « Loi sur les monuments historiques », *Journal officiel* du 4 janvier 1914, p. 130.

18. L'Instruction fut envoyée « aux présidents des sociétés savantes des départements, aux architectes en chef des monuments historiques et aux architectes ordinaires », *Quand les monuments construisaient la nation, le service des monuments historiques de 1830 à 1940*, Arlette Auduc, Jean-Michel Leniaud (préf.), Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication, 2008, p. 423.

19. Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à Monsieur le Préfet de la Seine, Président de la Commission du Vieux Paris, « Inventaire supplémentaire prévu par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques », 2 novembre 1921, chemise « ISMH », carton « Papiers Imbert – façades – préparation à l'ISMH », archives CVP-DHAAP.

Une difficile intégration dans les procédures d'autorisation de travaux

Parallèlement à la constitution de l'Inventaire supplémentaire, Louis Bonnier avait prévu d'intégrer la consultation du Casier archéologique aux procédures administratives d'autorisation de travaux. La liste des immeubles figurant au Casier avait ainsi été communiquée aux architectes-voyers chargés de l'instruction des permis de construire et de démolir et ces derniers étaient censés alerter Louis Bonnier à chaque fois qu'une demande concernait l'un de ces édifices. Les procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris ne portent presque aucune trace de cette entreprise, mais d'autres sources retrouvées aux archives de la Commission indiquent que de tels documents lui furent effectivement transmis entre le milieu des années 1920 et la fin des années 1930.

À l'inverse de l'inscription à l'Inventaire supplémentaire, la consultation du Casier pour l'instruction des autorisations de travaux ne s'inscrivait dans aucune législation : elle dépendait avant tout du bon vouloir de l'architecte-voyer chargé du dossier et même alors le fait pour un édifice de figurer au Casier ne pouvait suffire à en obtenir la préservation. Aussi cette procédure semble avoir été laborieuse et peu satisfaisante : Louis Bonnier déplorait régulièrement que les documents reçus fussent incomplets, imprécis ou envoyés tardivement. L'examen de ces documents indique par ailleurs qu'il s'agissait essentiellement de travaux de faible importance, ravalement de façade ou changement de menuiserie, alors que sur cette période, plusieurs centaines d'édifices étaient démolis annuellement à Paris²⁰.

Le Casier n'avait de toute façon pas été créé pour conserver à tout prix les édifices qu'on y faisait figurer. Louis Bonnier avait participé à la révision des plans d'alignement de Paris, qu'il avait publiés dans le rapport de la Commission d'extension en 1913 et qu'il ne remit que rarement en question, précisant par exemple, pour un immeuble situé rue Henri Monnier : « L'immeuble est condamné par un alignement de 1912. Le Casier archéologique ne peut l'y soustraire²¹ » (ill. 3). La consultation de la Commission du Vieux Paris sur l'élargissement prévu de la rue Étienne-Marcel, unique exemple retrouvé de consultation urbaine du Casier, fut l'occasion d'inscrire de nouveaux édifices au Casier, plus que de chercher à préserver l'existant. Ouverte en 1858, pour relier la place des Victoires et le boulevard Sébastopol, la rue Étienne-Marcel devait être prolongée au début du ^{xx}e siècle jusqu'au boulevard Beaumarchais, en procédant à l'élargissement des voies existantes ou à des percées. Seize immeubles figurant au Casier se trouvaient concernés : un tracé alternatif (non retrouvé) fut imaginé pour la seule conservation des hôtels de Bonneval et de Boudeville, et il fut proposé que la fontaine des Haudriettes soit déplacée – ce qui fut fait en 1933 – mais surtout, onze nouveaux édifices furent

20. D'après le tableau établi par Jean Bastié, « Activité du bâtiment à Paris (1914-1939) », Jean Bastié, René Pillorget, *Paris de 1914 à 1940*, Hachette, 1997, p. 227.

21. Louis Bonnier, note du 3 avril 1931, CA 9^e – 74, « Immeuble », 34, rue Henri Monnier, angle 27, rue Victor-Massé, 9^e arrondissement, Casier archéologique de Paris, archives CVP-DHAAP.

Ill. 3 : Cet immeuble de la première moitié du XIX^e siècle, ici photographié par Charles Lansiaux, photographe pour le Casier archéologique, en mai 1919, existe toujours. Ses façades et toitures sur rue ont été inscrites à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques le 30 décembre 1977. Dossier n° 9-74, 34, rue Henri-Monnier, Paris, 9^e arr., Casier archéologique et artistique de Paris, *Archives de la Commission du Vieux Paris, Département Histoire de l'architecture et Archéologie de Paris (DHAAP)*.

retenus pour figurer au Casier : devant un tracé qui était compris comme inéluctable, il s'agissait avant tout de conserver le souvenir de ce qui allait être démoli.

Un objet de publication et d'exposition

Louis Bonnier réserva à la sphère professionnelle la présentation du fonctionnement du Casier archéologique et ne publia aucun article, aucun texte, à ce sujet, pas plus que Marcel Poëte, ou son remplaçant au secrétariat de la Commission du Vieux Paris Élie Debidour, ou encore les membres de la Commission du Vieux Paris. Seul l'architecte Charles Imbert (1864-1942), qui fut employé au Bureau du

Casier archéologique durant toute la constitution du Casier, en publia une courte présentation dans *L'Architecture*, revue à laquelle il collaborait régulièrement²².

Louis Bonnier avait en revanche prévu dès la création de cet inventaire la diffusion auprès du grand public des clichés photographiques du Casier. La publication n'eut jamais lieu : régulièrement discutée entre 1916 et 1921 – une introduction avait été rédigée et la tranche du premier volume, sur les dix prévus, avait même été réalisée – elle fut ensuite abandonnée, mais pas oubliée : Louis Bonnier continuait de la réclamer en 1938²³.

Une petite partie de ces clichés fut cependant publiée, par ceux qui avaient connaissance de leur existence. Marcel Poëte, tout d'abord, eut recours aux clichés du Casier pour le volume d'illustrations de son grand œuvre sur Paris, *Une Vie de cité : Paris de sa naissance à nos jours*²⁴. Sur les cinquante-cinq photographies que compte l'ouvrage, intitulé « Album. Six cents illustrations d'après les documents accompagnées de légendes et d'un exposé historique », publié en 1925, quinze provenaient du Casier archéologique. Le critique d'art Léandre Vaillat (1878-1952), qui devint membre de la Commission du Vieux Paris en 1928, eut de son côté largement recours aux clichés du Casier archéologique lorsqu'il publia en 1937 une étude des communes de la banlieue parisienne, *Seine, chef-lieu Paris*²⁵.

Il avait en outre été prévu que ces clichés fussent exposés : ils furent ainsi montrés à l'occasion de l'exposition internationale de Monaco qui eut lieu en 1920-1921²⁶ et il fut sans doute envisagé de les montrer au « musée historique, archéologique et artistique du département de la Seine »²⁷. Futur musée de l'Île-de-France, qui ouvrira ses portes en 1937, ce musée devait être installé au château de Sceaux, acquis avec le domaine alentour par le Conseil général du département de la Seine en 1923. La Commission du Vieux Paris s'en était vue confier l'installation et envisagea à la fin des années 1920 d'y exposer l'ensemble du Casier archéologique, dont elle avait la responsabilité depuis 1924. Ce projet n'eut pas de suite mais il montre à la fois les compréhensions différentes qui pouvaient être faites de cet inventaire et ses limites : comment concilier un instrument de travail, qui doit pouvoir être consulté à tout moment, et un objet de représentation, immobilisé par les impératifs d'une exposition ?

La création du Casier archéologique reposait sur une coordination inédite entre modernisation urbaine et protection patrimoniale. Fruit de la collaboration entre

22. Charles Imbert, « Le Casier archéologique, artistique et pittoresque de la Ville de Paris et du département de la Seine », *L'Architecture*, vol. XLII, n° 5, 1929, p. 163-166.

23. Louis Bonnier, « Communication de M. Léandre Vaillat sur la continuation et l'achèvement du Casier archéologique du département de la Seine », séance de la Commission du Vieux Paris du 26 juin 1937, supplément du *BMOVP* du 30 mai 1938, p. 35.

24. Marcel Poëte, *Une Vie de cité. Paris de sa naissance à nos jours*, Paris, A. Picard, 1924-1931, 4 tomes.

25. Léandre Vaillat, *Seine, chef-lieu Paris*, Paris, Arts et métiers graphiques, 1937, 347 p.

26. Chemise « Exposition de Monaco », carton « Formation du Casier », archives *CVP-DHAAP*.

27. « Rapport présenté par M. Mario Roques, au nom de la 1^{re} Sous-commission, sur une proposition d'installation d'un musée historique du département au château de Sceaux, renvoyée par le Conseil général », *PV CVP*, séance du 31 janvier 1925, p. 5-7.

la Commission du Vieux Paris, instance patrimoniale prestigieuse mais dépourvue de moyens d’actions et un architecte visionnaire, Louis Bonnier, le Casier archéologique et artistique – et c’est peut-être là l’explication de ce nom si particulier – se voulait plus qu’un inventaire : une base, une documentation grise à exploiter, qu’on qualifierait aujourd’hui de base de données, susceptible d’être mobilisée selon des perspectives très variées.

Laurence BASSIÈRES
Maître-assistante associée,
ENSA Paris-La Villette et ENSAP Bordeaux